

Les temps changent 22 juin 2017

Déjà l'an dernier, suite au référendum sur le Brexit, le Royaume-Uni tournait le dos à l'Europe ; aujourd'hui on n'y voit guère plus clair ! Après un changement radical avec l'arrivée à la Maison Blanche de Donald Trump les choses ont commencé à se bousculer dans le désordre. Il y a un mois Donald Trump tournait presque le dos à l'Europe, dans le cadre du sommet de l'OTAN, et, de retour à Washington, décidait de tourner le dos à la planète entière en décidant de revenir sur la signature de son prédécesseur à l'accord de Paris sur le climat.

En Suisse, aussi, les choses évoluent et vont devoir évoluer, lentement mais résolument, en matière de production électrique sur 15 ou 20 ans.

La Corée du Sud prend un chemin analogue de façon un peu brutale mais qu'on pressentait déjà depuis quelque temps.

Ilot de stabilité, l'Allemagne transitionne à tout va : le nucléaire va bientôt disparaître et les allemands en sont fiers, les énergies renouvelables se développent et le citoyen en veut toujours plus et le charbon et le lignite se portent bien, merci à tous les mineurs. Reste à savoir si le climat s'en portera mieux, il est permis d'en douter mais il est mal vu de le dire, une chose est sûre tout cela coûtera encore plus cher que prévu puisqu'il va falloir indemniser les exploitants nucléaires plus que prévu (la bagatelle de 6,3 milliards d'€ aux dernières nouvelles alors que toutes les procédures de sont pas encore terminées).

En France beaucoup de choses changent et vont changer dans beaucoup de domaines mais il est encore un peu tôt pour y voir tout à fait clair notamment pour ce qui est du domaine nucléaire malmené depuis plusieurs années.

L'Accord de Paris sur le climat

Les Etats-Unis ont donc finalement annoncé au monde, après un très long suspense, leur décision de se retirer de l'Accord de Paris. Différée à plusieurs reprises, cette décision n'est pas une surprise, elle a cependant provoqué à travers le monde un tollé quasi unanime. Le premier accord signé par pratiquement tous les pays du monde (195), ratifié par 145 moins d'un an après sa signature officielle, une prouesse, est dénoncé par les USA peu de temps après sa ratification : un bien triste record. Rien de nouveau pourtant Trump défend la position constante des Etats-Unis : depuis 1992, sauf Barak Obama, tous les présidents ont en effet placé l'économie US avant l'environnement.

Cette décision a été annoncée par Donald Trump avec beaucoup de hargne et d'agressivité, en s'appuyant sur des affirmations erronées...et pour donner satisfaction, non à l'Amérique toute entière, mais à ses électeurs et à son propre parti...à ses électeurs de Pittsburg, pas à ceux de Paris (France) a-t-il souligné en rappelant que l'accord a été signé à Paris !

L'Amérique tourne donc le dos égoïstement et avec mépris au reste du monde mais tourne aussi le dos à son propre avenir : cette renonciation n'empêchera pas les uns et les autres de fermer, même aux Etats-Unis, qui des mines de charbon, qui des centrales à charbon. Cette renonciation contribuera à la baisse d'influence des Etats-Unis dans le monde et à leur perte d'image : le pays qui a le plus émis de CO₂ dans le passé, celui qui en émet toujours le plus, de beaucoup, par habitant affirme haut et fort son insolent *America First*.

Bref une décision irresponsable, une faute historique. L'Europe, la Chine, l'Inde se sont empressés de dire qu'ils feront tout pour sauver l'Accord et annoncé leur volonté de prendre le leadership mondial.

On verra rapidement ce qu'il en est : un sursaut salutaire, un électrochoc positif pour certains, un élan mondial coupé pour d'autres. Il ne sera cependant pas facile de trouver les ressources pour alimenter le fonds promis aux émergents pour les aider à parer aux effets du réchauffement (100 milliards de \$ par an sans limite de temps). Même si le retrait de l'Accord n'interviendra formellement qu'en 2020, c'est dès maintenant que Donald Trump a coupé tous les crédits, y compris aux organismes US essentiels à la poursuite des efforts de recherche sur le climat et les sciences de la terre mais aussi sans doute sur les technologies susceptibles de contribuer à la réduction des émissions de CO₂.

Nombre d'américains veulent poursuivre leurs engagements et leurs efforts (gouverneurs, grands industriels, responsables de grandes métropoles) : la Californie vient de signer avec la Chine un accord en ce sens. Cela ne sera sans doute pas suffisant bien que l'Etat Fédéral ne dispose pas des moyens de contrecarrer les efforts des entreprises ou des métropoles. L'Europe et la Chine devraient travailler de concert pour promouvoir le lancement d'une taxe carbone ou au moins un marché sérieux du carbone, et contrer les tentatives de lâchage de certains états tentés de suivre l'exemple US (effet boule de neige).

Plutôt que *Make America Great Again* tous ceux qui aiment l'Amérique auraient préféré entendre Donald Trump proclamer *Make our Planet Great Again*.

Espérons que l'Accord de Paris surmontera les difficultés.

Brexit/Euratom

Le Royaume Uni a décidé de quitter l'Europe : décision souveraine et irrévocable mais la négociation sur les modalités n'a pas encore commencé. Il est trop tôt pour savoir si les choses se passeront à l'amiable comme dans certains divorces ou comme dans d'autres dans le drame. L'énergie et les questions nucléaires ne font pas partie des sujets en tête de l'agenda. Pour ce qui est du nucléaire les choses sont cependant importantes car la sortie de l'Europe entraîne pour la Grande Bretagne la sortie de l'Accord Euratom qui remonte à 60 ans. Bien que cet accord soit antérieur à la création de l'Union, le Royaume-Uni va donc devoir sortir d'Euratom. Ce traité dont on parle peu est cependant important, il couvre :

- Le contrôle des matières fissiles, par délégation de l'AIEA (contrôleurs, laboratoires, gestion des matières, non-prolifération) ;
- Certains programmes de recherche concernant la sûreté et la radioprotection ;
- Les partenariats entre les pays de l'Union et les pays étrangers (USA, et Canada par exemple ou le Japon ;
- Les programmes de recherche sur la sûreté des réacteurs, sur les programmes de fusion (JET en Angleterre et ITER à Cadarache) ;
- Les autorisations de constructions de nouvelles installations.

Ces sujets sont certes importants et on comprend que la plupart des industriels et organismes de recherche s'en préoccupent : ils aimeraient que rien ne change !

Cela pourrait ne pas être si facile car si Euratom a souffert dans son fonctionnement du manque de consensus entre tous les partenaires puisque seuls la France et la Grande-Bretagne ont eu de tout temps des politiques claires et cohérentes en matière de nucléaire.

La sortie de la Grande Bretagne laissera la France isolée face à des partenaires non intéressés sinon hostiles. Par ailleurs la filiale anglaise d'EDF (EDF Energy) qui gère tous les réacteurs anglais vient de lancer la construction des deux EPR d'Hinkley Point : elle aussi a intérêt à ce que rien ne change.

Dans le cadre du Brexit, la France et la Grande-Bretagne n'ont rien à gagner de changements dans l'accord Euratom.

Le plan Suisse Energie 2050

Après des débuts enthousiastes il y a 40 ou 50 ans, le programme nucléaire suisse s'était figé : de moratoire en moratoire plus aucun nouveau développement n'était envisagé. En 2008/2010 il apparaissait cependant que le moratoire n'allait pas être reconduit et les électriciens bruissaient de projets visant à renouveler leur parc. Patatras l'accident de Fukushima de mars 2011 a permis à Doris Leuthard, la ministre de l'énergie, de lancer un combat contre le nucléaire : au placard les projets de réacteurs et priorité à l'arrêt au plus tôt des 5 réacteurs en service.

Après un long processus la Loi Energie 2050 a été votée par le parlement en septembre 2016 et, après quelques péripéties, entérinée par le peuple en mai 2017. Comme toutes les lois de ce type, cette loi est très complète : nucléaire, hydraulique, renouvelables et...économies d'énergie.

Pour ce qui est du nucléaire les choses sont claires : pas de nouveaux réacteurs et les réacteurs seront arrêtés quand l'exploitant le jugera économiquement opportun ou quand l'autorité de sûreté l'exigera mais normalement pas avant 45 ans d'exploitation.

Pour le reste les choses sont plus compliquées :

- Evitons la mort économique du patrimoine hydraulique victime du dérèglement du marché européen au sens large de l'électricité ;
- Développons les ENRi, énergies renouvelables intermittentes, et la biomasse ; et
- Economisons l'énergie.

Loin de nous l'idée de contester cette loi voulue par nos amis suisses, formulons simplement quelques constats :

- Le public comme certains leaders d'opinion ont été laissés dans l'ignorance des réalités techniques et scientifiques...celles-ci ayant été constamment ignorées dans les débats. La désinformation menée par les opposants au nucléaire a eu la partie belle puisque les supporters sont restés silencieux : ni les industriels, ni les spécialistes ou les professeurs comme tous les *sachants* n'étant pas intervenus ;
- De rationnel (les possibilités, les choix possibles, les coûts) comme on aurait pu l'attendre en Suisse le débat est devenu émotionnel, éthique, moral...il convient de réduire la consommation, freiner le développement...et curieusement l'économie ne semble pas avoir été beaucoup abordée ;
- Les mérites du nucléaire ont été systématiquement occultés et la notion de progrès a été volontairement oubliée.

Tout cela est très curieux : le pays n'est guère propice aux énergies renouvelables. L'hydraulique y est chère et presque saturée, les surfaces disponibles pour des éoliennes ou des panneaux solaires sont limitées, le vent et le soleil n'ont rien d'extraordinaire : la Suisse n'est pas l'Espagne très largement ensoleillée ni la Mer du Nord très venteuse...le gaz a par conséquent un bel avenir en Suisse

L'avenir dira si Doris Leuthard, devenue entretemps présidente de la Confédération, aura eu raison d'imposer un choix aussi radical. *On peut, a-t-elle proclamé, diminuer notre consommation sans perte de confort.*

Beaucoup de gens semblent penser qu'il suffira de se restreindre, d'autres disent qu'on pourra toujours récupérer à bon compte de l'électricité éolienne allemande ou nucléaire française... est-ce si vrai ?

Un optimiste invétéré indique que cette loi est très bien : rien n'y interdit de faire dans 20 ans une nouvelle loi autorisant la construction de nouveaux réacteurs réellement plus sûrs.

Ce qui paraît certain est que la Suisse va, sur 15 ou 20 ans, abandonner le nucléaire et devenir de plus en plus dépendante d'approvisionnements extérieurs, elle l'est déjà un peu, et semble bien située géographiquement.

Le cas français

Il est trop tôt pour faire des prévisions, l'avenir est encore incertain et le passé récent, encore trop récent et marqué de mauvais souvenirs. Il est permis d'espérer : la centrale de Fessenheim dont on annonçait la fermeture à fin 2016 est toujours en fonctionnement et surtout la confiance qu'EDF et AREVA ont constamment affirmé quant à l'avenir de l'EPR de Flamanville va très prochainement être reconnue.

Révélees il y a deux ans les anomalies sur la cuve ont nécessité de longs travaux et études puis l'examen par de nombreux experts : ces différentes démarches longues et couteuses arrivent enfin à leur terme sans remise en cause de la cuve.

Une éclaircie bienvenue, souhaitons qu'il y en ait d'autres.